Accusé de réception en préfecture
044-214400475-20250328-1522025-AR
Reçu le 28/03/2025

COUËRON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA LOIRE ATLANTIQUE

VILLE DE COUËRON - 44220 - ARRONDISSEMENT DE NANTES

ARRÊTÉ

Service : Direction générale
Références : CA
N° 2025 - 152

Objet : **DELEGATION DE SIGNATURE A PATRICK GUILLOU - RESPONSABLE DES MOYENS GENERAUX**

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2122-19 et L. 2122-20 ;

Considérant que Monsieur Patrick Guillou exerce la fonction de responsable des moyens généraux en remplacement de la responsable de service actuellement absente ;

Considérant que dans le souci d'une bonne administration locale, il est nécessaire de lui donner délégation de signature dans une série de domaines ;

arrête

Article 1 : Monsieur Patrick Guillou reçoit, jusqu'au mardi 16 septembre 2025, délégation de signature sous notre surveillance et responsabilité pour :
- les engagements comptables et juridiques des dépenses de travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles en matière de moyens généraux, et dans la limite de 1 000 euros TTC par prestation ;
- les ordres de mission ponctuels pour les agents placés sous sa responsabilité, à l'exception des ordres de mission pour un déplacement supérieur à une semaine ou pour un déplacement à l'étranger ;

Article 2 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, adressé à Monsieur le Préfet, transmis à Monsieur le Receveur municipal de la commune et notifié à l'intéressé.

À Couëron, le 28/03/2025

Carole Grelaud
Maire

MAIRIE DE COUËRON (44) LOIRE-ATLANTIQUE

Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télérecours https://citoyens.telerecours.fr/ dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Notifié à l'agent le :

Mis en ligne sur le site Internet de la Ville du au Transmis en Préfecture le :